



INDEMNISATIONS	CP10		L'indemnisation pour la destruction ou des dommages accidentels est improvisée, sans référence aux calendriers de paiement existants ou aux précédents. L'indemnisation pour l'accès aux terres est improvisée, sans référence aux calendriers ou aux précédents et avec peu d'évaluation, de consultation ou de négociation. Les exigences de la Norme de Rio Tinto sur la responsabilité à l'égard de l'utilisation des terres ne sont pas comprises. L'indemnisation a lieu de façon informelle, selon une évaluation limitée de son caractère approprié ou de sa juste valeur.	Certaines données sur l'utilisation et la propriété des terres et sur la tenure coutumière ainsi que certaines données socioéconomiques sont disponibles. Les calendriers de paiement sont publics. Les tarifs gouvernementaux, les facteurs du marché, les valeurs locales et les précédents sont pris en compte pour la détermination de l'indemnité. Les décisions d'indemnisation (tous les types) sont prises par les équipes de direction des sites en consultation avec les personnes concernées. La Norme sur la responsabilité à l'égard de l'utilisation des terres est partiellement appliquée.	Une étude complète sur l'utilisation des terres et sur les moyens de subsistance a été effectuée par des spécialistes des sciences sociales. Bonne compréhension de l'importance et de la fonction des systèmes d'utilisation des sols. Les procédures tiennent compte de la propriété découlant de la coutume, des rôles traditionnels des hommes et des femmes, des conseils financiers, de la résolution des conflits, des méthodes de distribution et de l'échéancier. Les mécanismes et le type d'indemnisation ainsi que les montants sont convenus d'un commun accord. Les résultats sont favorables. Il existe un système de dossiers bien géré et vérifié. La Norme sur la responsabilité à l'égard de l'utilisation des terres est entièrement appliquée.	Des données détaillées sur l'utilisation des terres, des procédures d'indemnisation complètes et des calendriers de paiement transparents sont en place. L'unité surveille les impacts post-indemnisation et offre constamment des conseils aux propriétaires terriens et aux utilisateurs des terres qui ont été réinstallés. Les accords négociés sont transparents et abordent l'utilisation des terres après les activités minière. Ils comprennent la promotion des systèmes d'utilisation des terres ancestrales ou préexistants ainsi que la compensation pour la perte de capital social et les pertes immatérielles
DROITS DE L'HOMME	CP11		Le concept des droits de la personne n'est pas bien compris dans un contexte global d'équité et d'égalité des chances. Les considérations relatives aux droits de la personne des communautés locales ne sont pas officiellement évaluées.	L'évaluation de la base de connaissances sur les communautés d'accueil et sur la région a abordé les problèmes réels ou éventuels liés aux droits de la personne. Un programme a été mis en place pour s'assurer que les sujets de préoccupation sont examinés. Le concept fondamental des droits de la personne est abordé dans le programme d'accueil des employés, où les considérations liées à l'égalité entre les hommes et les femmes sont prioritaires. Les entrepreneurs sont au courant des attentes en matière de droits de la personne, mais ne peuvent prouver qu'ils les respectent.	Dans l'unité, on constate une compréhension générale des questions de droits de la personne ou des droits équivalents (p. ex. droits civils) dans le contexte communautaire et régional. Un système est en place pour enquêter sur les violations présumées en matière de droits de la personne, les résoudre et les déclarer au chef de la direction du groupe de produits. Une analyse des risques sociaux ou une évaluation des impacts en matière de droits humains/civils est en place. Les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme sont appliqués au besoin. Un programme de formation sur les droits humains/civils ou de formation interculturelle est activement mis en œuvre, et il y a une bonne mobilisation des entrepreneurs et des fournisseurs de services de sécurité en ce qui concerne les droits humains/civils.	Un programme d'amélioration en matière de droits de la personne, ou l'équivalent, est approuvé par les communautés concernées, les gouvernements et des ONG respectées. On constate une grande sensibilisation et un respect pour les cultures des communautés autochtones et non dominantes au sein du personnel (y compris les entrepreneurs et les fournisseurs de services de sécurité). Le site favorise un engagement actif auprès des groupes minoritaires, des groupes majoritaires, des forces de sécurité et du gouvernement, et entre eux.
POPULATIONS LOCALES (INDIGENES)	CP12		Une démarche permettant l'identification et la prise en compte des droits et intérêts légaux reconnus aux communautés n'est pas définie	Une démarche permettant l'identification et la prise en compte des droits et intérêts légaux reconnus aux communautés est définie mais pas encore communiquée aux populations concernées et pas implémentée	Une démarche permettant l'identification et la prise en compte des droits et intérêts légaux reconnus aux communautés est définie, implémentée et connue des populations concernées	Les populations concernées participent à l'élaboration et/ou mise à jour de la démarche permettant l'identification et la prise en compte de leurs droits et intérêts légaux reconnus